

Le coût de l'inculture

Marc Haentjens

Number 126, Spring 2005

La chaîne de production

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41210ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, M. (2005). Le coût de l'inculture. *Liaison*, (126), 18–19.

Le coût de l'inculture

Marc HAENTJENS

LA CULTURE EST-ELLE ÉTERNELLEMENT condamnée à passer en dernier dans les priorités gouvernementales, à venir après les grands besoins sociaux — entendez : la santé, l'éducation, l'économie, l'environnement, la sécurité, même — selon une logique calquée sur l'échelle de Maslow ? C'est la question que viennent encore réveiller, cette année comme les précédentes, les fameux débats budgétaires qui font l'actualité, aux paliers municipal, provincial ou fédéral.

Le milieu artistique et culturel d'Ottawa frissonne encore des remous causés par la discussion du budget municipal de l'an dernier, quand certains édiles municipaux avaient proposé sans hésitation (ni remords apparents) d'amputer le budget culturel de près de 85 % ! Même si ce budget a finalement été « protégé », on sait qu'il est encore « sur la ligne » cette année et devra être ardemment défendu par les intéressés. Il n'en va pas très différemment aux niveaux fédéral et provincial. La reconduction de l'initiative « Un avenir en art » n'est toujours pas acquise après deux ans de lobbying soutenu, et les budgets des conseils des arts du Canada et de l'Ontario sont encore assujettis à des « suppléments » temporaires.

Mais les gouvernements ne font eux-mêmes que refléter, bien souvent, l'attitude de la population ou, du moins, de ses chefs de file. Dans nos propres communautés, notamment, le défi n'est pas moins grand quand il faut défendre le « dossier » des arts et de la culture dans les exercices de planification stratégique et l'établissement des axes de développement prioritaires. On se rappelle peut-être l'étonnement d'un certain nombre de représentants communautaires quand le milieu artistique et culturel est monté à l'assaut du Plan Dion. Que ce plan, qui voulait définir l'action du gouvernement fédéral dans le domaine des langues officielles, ait omis de parler de la culture n'étonnait personne. Après tout, la culture est-elle si importante quand on veut s'attaquer à la langue ?

De façon assez ironique, je retrouvais l'autre jour dans mes papiers un article daté de juin 1988 (il y a plus de 15 ans !) qui soulevait déjà la question, à peu près dans les mêmes termes. Cet article, publié dans le journal *Le Droit* à l'occasion d'un colloque organisé par la Fédération culturelle canadienne-française, « Visa pour la culture », était coiffé de ce titre : « Les francophones hors Québec — L'aspect culturel a été oublié » (*Le Droit*, 3 juin 1988). Le fait est que l'on doit toujours et depuis longtemps se battre pour rappeler l'importance de la culture et ne pas l'oublier.

Cette réalité lancinante nous force à déployer des monceaux d'arguments et de diplomatie pour réussir au bout du compte à tirer notre épingle du jeu, mais sans jamais pouvoir marquer un point décisif ou final. La

preuve, en quelque sorte, reste toujours à refaire. Le meilleur exemple en est donné par l'invitation — pour ne pas dire l'exhortation — qui est faite depuis 20 ans aux intervenants artistiques et culturels d'établir les « retombées économiques » de la culture ! Qui n'a pas, à un moment donné, dû enfourcher ce cheval de bataille ?

Or, de mille façons la preuve a été faite. La Conférence canadienne des arts, qui tient des statistiques imbattables sur la question, a produit de nombreux documents démontrant que le secteur culturel était un des premiers secteurs économiques en matière de création d'emplois et avait, en termes fiscaux, des retombées beaucoup plus importantes que l'investissement réalisé par les gouvernements. Plusieurs recherches pointues ont également apporté dernièrement d'autres arguments de poids. Celles de Richard Florida, popularisées à travers « l'indice bohémien », ont démontré que le bassin de ressources artistiques présentes dans une région était en relation directe avec le dynamisme économique de la région et son attrait à l'égard des nouvelles technologies. Sur cette base, toutes les municipalités devraient vouloir investir davantage dans la culture. Pourtant, et comme on le voit, c'est plutôt le réflexe contraire qui prévaut.

En fait, il semble qu'on pourrait accumuler longtemps les preuves des retombées économiques — et sociales — de la culture, sans que cela n'infléchisse sérieusement les attitudes et les idées acquises sur le sujet. C'est cette observation qui m'amenait l'autre jour, dans un moment de lucidité, à penser exploiter une argumentation contraire. Peut-être, me disais-je, serait-il plus facile d'établir la portée de la culture par la négative, c'est-à-dire en constatant ce qui arrive quand, justement, on a délibérément refusé d'y accorder l'importance nécessaire. Tout de suite, l'idée m'est venue de regarder au sud de notre frontière, où la société a choisi justement d'abandonner la culture aux intérêts privés.

Mon intuition s'est confirmée en regardant certains reportages qui ont abreuvé nos télévisions dans les mois précédant l'élection présidentielle américaine. Dans l'un d'eux, particulièrement pathétique, sur le déclin économique des États du Mid-West, plusieurs personnes interviewées expliquaient que, même si les problèmes de la région étaient imputables aux politiques économiques conservatrices (républicaines), la population préférerait encore voter pour les républicains plutôt que pour « l'élite libérale intellectuelle » incarnée par les démocrates. Les images de centres-villes dévastés par l'implantation de Wal-Mart et d'autres *big boxes* du même type venaient donner à ce commentaire quelque chose de saisissant.

Dans un autre reportage, on voyait de jeunes Noirs s'enrôler par dépit dans l'armée, faute d'avoir d'autres options ; et leurs mères expliquer, larme à l'œil, que Bush venait leur arracher leurs garçons pour les mener à l'abattoir. Tout ça sur fond de guerre en Irak et de guerre au terrorisme, manifestement très loin des préoccupations et des réalités quotidiennes des interlocuteurs, mais lourdement présentes, par contre, dans les finances de l'État (beaucoup plus coûteuses assurément que les politiques culturelles les plus généreuses).

Tout le monde a vu ces reportages et a pu mesurer à quel point l'Amérique, cette Amérique chantée par Joe Dassin, l'Amérique rêvée de toutes les possibilités, première puissance incontestée aux plans économique, militaire et scientifique, avait l'air pauvre, culturellement et moralement. C'est devenu pour moi, à mesure que l'élection approchait, une évidence de plus en plus grande : l'empire américain a amorcé son déclin et non pas parce que son économie ralentit ou que son dollar baisse, non parce que sa puissance militaire s'émousse, mais parce qu'il est culturellement dévasté !

On m'objectera que l'industrie de la culture n'a jamais été aussi florissante aux États-Unis, que l'emprise des Américains sur les marchés du cinéma et de la musique atteint son apogée (forçant une coalition de pays à se ranger derrière la défense de la diversité culturelle) et que Los Angeles et New York restent les Mecque de la culture. C'est vrai, et les pays rebelles (dont le Canada et la France) ont raison de vouloir contenir un impérialisme qui menace de tout étouffer. Mais il ne faudrait pas en conclure que cette industrie fait des États-Unis un pays de culture. Au contraire, elle est même la preuve que la culture (au sens anthropologique du terme) échappe en grande partie à l'économie.

Car, ce qui est en jeu aujourd'hui va bien au-delà du *box office* ou du *hit-parade*, c'est-à-dire de la culture de divertissement ou de la culture-spectacle. Ce dont il s'agit est beaucoup plus profond, c'est la capacité d'un peuple et des individus qui le composent de se situer dans le monde et dans le temps, ce qu'on appelle aussi la « civilisation ». Or, ce qu'on peut voir des Américains à travers leurs réactions aux grandes questions actuelles — la guerre en Irak, le terrorisme, la montée de l'Islam, la solidarité avec les pays du Sud — montre surtout leur profonde incompréhension du monde et du sens de l'histoire. C'est cette « inculture » qui annonce, à mon sens, leur déclin.

Dieu merci, nous avons réussi jusqu'ici à marquer nos distances par rapport à nos voisins du Sud. Moins dogmatiques qu'eux, nous n'avons jamais abandonné la culture aux forces du marché. Au contraire, et pour faire face notamment aux industries dominantes, nous avons mis en place un éventail d'institutions et de programmes qui nous permettent de soutenir une production culturelle autonome. Nous avons aussi établi, à différents échelons, des moyens d'assurer la circulation de la culture et de la rendre accessible aux différentes couches de la société. Les valeurs sociales — de pacifisme, de solidarité, de tolérance — dont nous nous flattons souvent et qui nous distinguent des Américains ne sont sans doute pas indépendantes de ces actions.

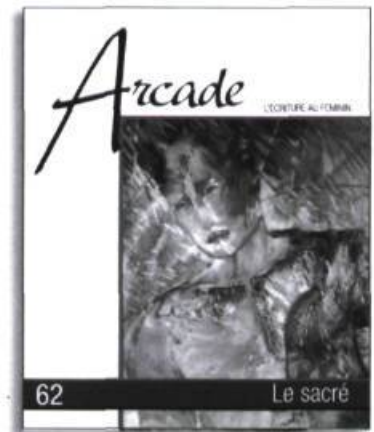
On aurait tort, toutefois, de prendre cette réalité pour acquise. La proximité des États-Unis fait d'abord peser sur nous une pression continue pour calquer nos valeurs et nos repères culturels sur ceux de nos voisins. La culture du *Big Mac* ne nous est tout de même pas étrangère. Cette proximité vient aussi influencer les modèles de développement culturel que nos gouvernants sont tentés d'appliquer. La culture de la commandite privée (mis à part les scandales récents) est de plus en plus valorisée dans nos pratiques. Au-delà de ces menaces « d'assimilation », il faut bien souligner aussi la timidité des investissements effectués par nos gouvernements pour favoriser plus largement la place de la culture dans notre projet de société.

En tirant des leçons de l'expérience de nos voisins, mais en allant voir aussi ce qu'on peut réaliser ailleurs, en Europe par exemple, avec des politiques plus généreuses, on devrait donc travailler à consolider nos politiques culturelles à tous les niveaux. Le coût, finalement, pourrait être infiniment plus minime que le coût réel d'une politique d'abandon ou de laisser-faire. ■

Marc Haentjens œuvre depuis vingt ans dans la francophonie ontarienne et canadienne à titre de chercheur, d'animateur et de consultant pour le milieu artistique et culturel. Il occupe depuis janvier dernier la direction du Regroupement des éditeurs canadiens-français.

THÈMES
DES PROCHAINS
NUMÉROS

- 63 ÉPHÉMÈRE
printemps 2005
- 64 LE CIRQUE
été 2005
- 65 L'INSTANT
automne 2005
- 66 BESTIAIRE
printemps 2006



Arcade publie des textes écrits par des femmes : poèmes et proses inspirés de thèmes prédéterminés. Les textes proposés au comité de rédaction doivent parvenir à la revue par Internet, au plus tard à la date butoir précédant la parution du numéro concerné, soit le 15 des mois de novembre (P), février (É) ou juin (A).

Prix Arcade-au-féminin

CRÉATION POÉSIE — *L'instant*
CLÔTURE DES CANDIDATURES : 31 JUILLET 2005

CRÉATION PROSE — *Bestiaire*
CLÔTURE DES CANDIDATURES : 31 DÉCEMBRE 2005

— INFORMATION ET ABONNEMENTS —

WWW.ARCADE-AU-FEMININ.COM